

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200957]

30 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des articles 2, alinéa 2, et 3, § 4, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, en particulier les articles 2, alinéa 2, et 3, § 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 portant exécution de l'article 3, § 4, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques;

Vu l'arrêté ministériel du 11 août 1994 répartissant les voies publiques de la Région wallonne en catégories fonctionnelles;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 juillet 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2014;

Vu l'avis 54.689/4 du Conseil d'Etat, donné le 30 décembre 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Classification des voiries***Article 1<sup>er</sup>.** Catégories

Les voiries publiques de la Région wallonne sont réparties en trois catégories :

1<sup>o</sup> les autoroutes;

2<sup>o</sup> les routes régionales;

3<sup>o</sup> le RAVeL.

**Art. 2.** Autoroutes

Les autoroutes sont les voiries réservées exclusivement à la circulation des véhicules automoteurs au sens de la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes.

**Art. 3.** Routes régionales

Les routes régionales sont constituées par les routes pour automobiles, les autres voies rapides et les voies publiques faisant partie du réseau interurbain.

**Art. 4.** RAVeL

Les voies ouvertes exclusivement aux usagers non motorisés tels que les cyclistes, les piétons et les cavaliers, réunissant des conditions suffisantes de largeur, de déclivité et de revêtement pour garantir une utilisation sécurisée des usagers de toute capacité, et ayant pour emprise soit un chemin de service le long des voies hydrauliques ou des grands ouvrages hydrauliques, soit une assiette de voies de chemin de fer désaffectées, soit une voirie existante ou à créer, constituent le réseau autonome des voies lentes ou dénommé RAVeL.

On entend par :

1<sup>o</sup> voie de chemin de fer désaffectée : voie de chemin de fer ayant été exploitée par la Société nationale des Chemins de fer belges, par la Société nationale des Chemins de fer vicinaux, par la Société régionale wallonne du Transport ainsi que par toute personne privée ou publique chargée de l'exploitation ferroviaire, et dont l'autorité a autorisé ou ordonné la désaffectation, la mise hors exploitation, le démontage des voies, la suppression, la cessation de l'exploitation ou tout acte visant à mettre un terme explicite ou implicite à l'affectation de l'assiette principale à un usage de voies ferrées;

2<sup>o</sup> assiette : espace comportant l'emprise des voies de chemin de fer désaffectées en ce compris les fossés, les talus, les déblais jusqu'à leur crête et des remblais jusqu'à leur pied, les ouvrages d'art y relatifs ainsi que tous les éléments de nature à assurer la stabilité de la plate-forme, à l'exclusion des excédents de terrains et des bâtiments, des assiettes des anciennes voies secondaires sises dans les gares, cours à marchandises, dépôts et autres espaces latéraux;

3<sup>o</sup> plate-forme : partie horizontale de l'assiette principale limitée soit pour une crête de remblai ou un pied de déblai ou, en présence d'assiettes secondaires adjacentes, couvrant une largeur de 5 mètres de part et d'autre de l'axe central de la plate-forme.

Sont intégrées au RAVeL, réseau d'intérêt régional, uniquement les voies désignées par le ministre ayant la Conservation du domaine public régional routier et des Voies hydrauliques dans ses attributions.

Le Ministre est habilité à adopter des normes en matière d'aménagement, et de signalisation de police et de sécurité, à l'exclusion de la signalisation directionnelle.

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 portant exécution de l'article 3, § 4, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques*

Art. 5. Dans l'article 4, § 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2012 portant exécution de l'article 3, § 4, du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Sont exonérés de droits de dossier :

1<sup>o</sup> les cas visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>;

2<sup>o</sup> les prestataires travaillant pour compte de la Région wallonne;

3<sup>o</sup> les cales-sèches.

**Art. 6.** A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « des occupations délivrées » sont remplacés par les mots « des autorisations délivrées »;

2° le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, est complété par les mots « ou minime »;

3° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, il est ajouté un 6° rédigé comme suit :

« 6° pour la circulation sur les chemins de service des riverains privés enclavés, y compris les bateliers, et leurs visiteurs »;

4° au paragraphe 3, alinéa 3, le mot « 2004 » est remplacé par le mot « 2012 - base 2004 »;

5° il est ajouté un paragraphe 5 rédigé comme suit : « contrairement au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, ci-dessus, les occupations de cales-sèches, autorisées pour un délai inférieur à 3 mois, sont soumises au paiement d'une redevance, conformément au barème repris en annexe ».

**Art. 7.** A l'article 6, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « est constitué » sont remplacés par les mots « peut être exigé »;

2° à l'alinéa 2, les mots « l'article 3 » sont remplacés par les mots « l'article 2 ».

A l'article 6, § 6, alinéa 3, le mot « 2004 » est remplacé par le mot « 2012 - base 2004 ».

**Art. 8.** Dans le même arrêté, l'annexe intitulée « Barème des redevances prévues à l'article 5 » est modifiée comme suit :

1° la section 1<sup>re</sup> - Domaine public régional routier - est abrogée;

2° le titre de la deuxième section est supprimé;

3° le tableau « Occupations diverses » est remplacé par le cadre suivant :

Occupations de terrains	
Type agricole ou forestier : pâtures, herbages, bois, etc.	Revenu cadastral multiplié par le coefficient de fermage
Panneau publicitaire :	
- égal ou inférieur à 15 m <sup>2</sup>	1 000/face d'affichage
- par m <sup>2</sup> supplémentaire	100/face d'affichage
Jardins d'agrément :	
- superficie inférieure ou égale à 300 m <sup>2</sup>	0,50/m <sup>2</sup>
- superficie supérieure à 300 m <sup>2</sup>	150 pour les 300 premiers m <sup>2</sup> + 0,33/m <sup>2</sup> excédant
Activités de loisirs/sportives/nautiques	0,50/m <sup>2</sup>
Activités commerciales HORECA	10/m <sup>2</sup>
Activités commerciales hors HORECA :	
- superficie inférieure ou égale à 20 m <sup>2</sup>	20/m <sup>2</sup>
- superficie supérieure à 20 m <sup>2</sup> et inférieure ou égale à 200 m <sup>2</sup>	400 pour les 20 premiers m <sup>2</sup> + 5/m <sup>2</sup> excédant
- superficie supérieure à 200 m <sup>2</sup>	1 300 pour les 200 premiers m <sup>2</sup> + 0,33/m <sup>2</sup> excédant
Panneau indicateur vers les institutions d'utilité privée	62/panneau
Aires de stationnement	1,25/m <sup>2</sup>
Autres	0,50/m <sup>2</sup>

4° Dans le tableau « Installations diverses : pontons, appontements, embarcadères, planchers de pêche, pont, passerelles, escaliers, appareils de chargement et de déchargement, voies ferrées, occupation des murs de quais, Ducs d'Albe », la ligne « Embarcadères, appontements, escaliers, etc. supérieurs à 2 m<sup>2</sup> » est remplacée par les lignes suivantes :

Embarcadères, appontements, escaliers, etc. supérieurs à 2 m <sup>2</sup> :	
- usage privé et commercial	15/m <sup>2</sup>
- clubs nautiques	0,50/m <sup>2</sup>
- autres	0,50/m <sup>2</sup>

5° Dans le tableau « Prélèvements d'eau », la ligne « avec un minimum de : » est remplacée par la ligne suivante :

sauf pour les premiers 20 000 000 m <sup>3</sup> , dont la redevance est fixée à :	
- tranche jusqu'à 99 999 m <sup>3</sup>	0,00
- tranche entre 100 000 m <sup>3</sup> et 999 999 m <sup>3</sup>	0,063/m <sup>3</sup>
- tranche entre 1 000 000 m <sup>3</sup> et 19 999 999 m <sup>3</sup>	0,037/m <sup>3</sup>

6° Le tableau « Occupations du plan d'eau » est remplacé par le tableau suivant :

Occupations du plan d'eau	
Bateaux hors commerce - en zone équipée	2/m <sup>2</sup>
Bateaux hors commerce - en zone non équipée	1,20/m <sup>2</sup>
Bateaux commerce - en zone équipée	10/m <sup>2</sup>
Bateaux commerce - en zone non équipée	8/m <sup>2</sup>
Bateaux d'entrepreneurs et momentanément sans utilisation	1,50/m <sup>2</sup>
Gares d'eau	0,50/m <sup>2</sup>

7° Le tableau suivant est inséré :

Redevance minimale	
Minimum des redevances par objet	30

#### CHAPITRE III. — Dispositions finales

**Art. 9.** L'arrêté ministériel du 11 août 1994 répartissant les voies publiques de la Région wallonne en catégories fonctionnelles, modifié par les arrêtés ministériels des 24 juin 1996, 4 décembre 1997 et 18 décembre 1998, est abrogé.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois suivant sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 5 à 8 qui sont d'application dès le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

**Art. 11.** Le Ministre qui a les Routes dans ses attributions et le Ministre qui a les Voies hydrauliques dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 janvier 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/200957]

#### 30. JANUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Artikel 2, Absatz 2, und Artikel 3, § 4 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, insbesondere Artikel 2, Absatz 2 und Artikel 3, § 4;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Ausführung von Artikel 3, § 4 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 11. August 1994 zur Aufteilung der öffentlichen Straßen der Wallonischen Region in funktionelle Kategorien;

Aufgrund des am 8. Juli 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. Januar 2014 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 30. Dezember 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 54.689/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Klassifizierung der Straßen

##### Artikel 1 - Kategorien

Die öffentlichen Straßen der Wallonischen Region werden in drei Kategorien eingeteilt :

1° Autobahnen;

2° Regionalstraßen;

3° das RAVeL.

##### Art. 2 - Autobahnen

Die Autobahnen sind die Straßen, die ausschließlich dem Verkehr mit Kraftfahrzeugen im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Autobahnstatus vorbehalten sind.

##### Art. 3 - Regionalstraßen

Die Regionalstraßen bestehen aus den Kraftfahrstraßen, den sonstigen Schnellstraßen, und den zum Städteverbindungsnetz gehörenden öffentlichen Straßen.

**Art. 4 - RAVeL**

Die Straßen, die ausschließlich den nicht motorisierten Verkehrsteilnehmern wie Radfahrern, Fußgängern und Reitern zugänglich sind, die hinreichende Bedingungen in Sachen Breite, Gefälle und Straßenbelag erfüllen, um den Verkehrsteilnehmern aller Kapazitäten eine sichere Benutzung zu garantieren, und deren Grundrissfläche entweder ein Dienstweg entlang Wasserstraßen oder großen Wasserbauwerken, oder der Bahnkörper eines stillgelegten Schienenwegs, oder eine bestehende oder noch zu schaffende Straße ist, bilden das "RAVeL" genannte autonome Netz langsamer Wege. Es gelten folgende Definitionen:

1° stillgelegter Schienenweg: Schienenweg, der durch die Nationale Gesellschaft der Belgischen Eisenbahnen, die Nationale Vizinalbahngesellschaft, die "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) sowie jede private oder öffentliche Person, die mit dem Eisenbahnbetrieb beauftragt ist, in Betrieb genommen wurde, und deren Behörde die Stilllegung, die Außerbetriebsetzung, den Abbau der Gleise, die Schließung und Niederlegung des Betriebs oder jegliche Handlung, die der Zweckbestimmung des Hauptbahnkörpers zur Benutzung der Schienenwege ausdrücklich oder stillschweigend ein Ende setzt, genehmigt oder angeordnet hat;

2° Bahnkörper: Fläche, die die Grundrissfläche der stillgelegten Schienenwege umfasst, einschließlich der Gräben, der Böschungen, der Abtragungen bis zu deren Krone und der Aufschüttungen bis zu deren Fuß, der diesbezüglichen Kunstbauwerke und aller Bauteile, durch die die Standfestigkeit der Plattform gewährleistet wird, mit Ausnahme der überschüssigen Gelände und der Gebäude, der Bahnkörper ehemaliger in den Bahnhöfen gelegener Nebengleise, der Güterladeplätze, der Lager und der sonstigen seitlichen Gelände;

3° Plattform: der waagerechte Teil des Hauptbahnkörpers, der entweder auf eine Abtragungskrone oder einen Aufschüttungsfuß beschränkt ist, oder aber bei Vorhandensein angrenzender Nebenteile des Bahnkörpers eine Breite von 5 Metern beiderseits der Mittelachse der Plattform bedeckt. Dem RAVeL, einem Netz von regionalem Interesse, werden nur die vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes gehört, bestimmten Straßen eingegliedert.

Der Minister ist dazu befugt, Normen im Bereich der Einrichtung und der Polizei- und Sicherheitskennzeichnung, mit Ausnahme der Richtungsbeschilderung, zu verabschieden.

**KAPITEL II — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Ausführung von Artikel 3, § 4 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Anreize, die für die Förderung des Umweltschutzes und die nachhaltige Energiebenutzung bestimmt sind**

**Art. 5 -** In Artikel 4, § 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Ausführung von Artikel 3, § 4 des Dekrets vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes wird ein wie folgt lautender Absatz zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Werden von den Bearbeitungsgebühren befreit:

1° die in Artikel 5, § 1, 1°, 3°, 4°, 5°, 6° genannten Fälle;

2° die für Rechnung der Wallonischen Region arbeitenden Dienstleister;

3° die Trockendocks.

**Art. 6 -** Artikel 5 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "des occupations délivrées" durch "des autorisations délivrées" ersetzt;

2° in Paragraph 1, 1° wird das Wort "zeitweiligen" durch "zeitweiligen oder geringen" ersetzt;

3° eine Ziffer 6° mit folgendem Wortlaut wird in § 1 eingefügt:

"6° für den Verkehr auf den Dienstwegen der eingeschlossenen privaten Anwohner, einschließlich der Schiffer, und ihrer Besucher ausgestellt worden ist";

4° in § 3, Absatz 3, wird "2004" durch "2012 - Grundlage 2004" ersetzt;

5° ein § 5 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt: "Im Gegensatz zum oben stehenden § 1, 1° werden die für eine Frist von weniger als 3 Monaten genehmigten Besetzungen von Trockendocks der Zahlung einer Gebühr gemäß der in der Anlage beigefügten Tariftabelle unterworfen".

**Art. 7 -** In Art. 6, § 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "Es wird eine Kautions in Höhe eines Betrags gestellt" durch "Es kann eine Kautions in Höhe eines Betrags gefordert werden" ersetzt.

2° In Absatz 2 wird die Wortfolge "Artikel 3" durch "Artikel 2" ersetzt.

In Artikel 6, § 6, Absatz 3 wird "2004" durch "2012 - Grundlage 2004" ersetzt.

**Art. 8 -** In demselben Erlass wird die Anlage mit der Überschrift "Tariftabelle der in Artikel 5 vorgesehenen Gebühren" wie folgt abgeändert:

1° der Abschnitt 1 - Regionales öffentliches Straßennetz - wird aufgehoben;

2° der Titel des zweiten Abschnitts wird gestrichen;

3° die Tabelle "Besetzungsarten" wird durch folgendes Feld ersetzt:

<b>Grundstückbesetzungen</b>	
land- oder forstwirtschaftlicher Art : Weiden, Grünland, Wälder, usw.	Katastereinkommen mal Pachtkoeffizient
Reklameschild:	
- von höchstens 15 m <sup>2</sup>	1000/Anschlagfläche
- je zusätzliches m <sup>2</sup>	100/Anschlagfläche
Lust- oder Ziergärten:	
- mit einer Fläche von höchstens 300 m <sup>2</sup>	0,50/m <sup>2</sup>
- mit einer Fläche von über 300 m <sup>2</sup>	150 für die ersten 300 m <sup>2</sup> + 0,33/m <sup>2</sup> für die folgenden
Freizeit-/Sport-/Wasseraktivitäten	0,50/m <sup>2</sup>

Kommerzielle Aktivitäten im Hotel- und Gaststättengewerbe	10/m <sup>2</sup>
Kommerzielle Aktivitäten mit Ausnahme des Hotel- und Gaststättengewerbes	
- mit einer Fläche von höchstens 20 m <sup>2</sup>	20/m <sup>2</sup>
- mit einer Fläche von über 20 m <sup>2</sup> und höchstens 200 m <sup>2</sup>	400 für die ersten 20 m <sup>2</sup> + 5/m <sup>2</sup> für die folgenden
- mit einer Fläche von über 200 m <sup>2</sup>	1300 für die ersten 200 m <sup>2</sup> + 0,33/m <sup>2</sup> für die folgenden
Hinweisschild für Einrichtungen privaten Interesses	62/Schild
Parkflächen	1,25/m <sup>2</sup>
Sonstige	0,50/m <sup>2</sup>

4° In der Tabelle "Unterschiedliche Vorrichtungen, Schiffsbrücken, Landungsbrücken, Anlegestege, Fischerstege, Brücken, Überführungen, Treppen, Lade- und Löscheräte, Bahngleise, Benutzung der Kaimauern, Duckdalben" wird die Zeile "Anlegestege, Landungsbrücken, Treppen, usw. über 2 m<sup>2</sup>" durch folgende Zeilen ersetzt:

Anlegestege, Landungsbrücken, Treppen, usw. über 2 m <sup>2</sup> :	
- private und kommerzielle Nutzung	15/m <sup>2</sup>
- Yacht-/Segelclubs	0,50/m <sup>2</sup>
- sonstige	0,50/m <sup>2</sup>

5° In der Tabelle "Wasserentnahmen" wird die Zeile "Mit mindestens" durch folgende Zeile ersetzt:

außer für die ersten 20 000 000 m <sup>3</sup> , für welche die Gebühr folgendermaßen festgelegt wird:	
- Teilmenge bis 99 999 m <sup>3</sup>	0,00
- Teilmenge zwischen 100 000 m <sup>3</sup> und 999 999 m <sup>3</sup>	0,063/m <sup>3</sup>
- Teilmenge zwischen 1 000 000 m <sup>3</sup> und 19 999 999 m <sup>3</sup>	0,037/m <sup>3</sup>

6° Die Tabelle "Besetzung der Wasserfläche" wird durch folgende Tabelle ersetzt:

<b>Besetzung der Wasserfläche</b>	
Nicht gewerbliche Wasserfahrzeuge - in der ausgerüsteten Zone	2/m <sup>2</sup>
Nicht gewerbliche Wasserfahrzeuge - in der nicht ausgerüsteten Zone	1,20/m <sup>2</sup>
Gewerbliche Wasserfahrzeuge - in der ausgerüsteten Zone	10/m <sup>2</sup>
Gewerbliche Wasserfahrzeuge - in der nicht ausgerüsteten Zone	8/m <sup>2</sup>
Momentan nicht benutzte Wasserfahrzeuge von Unternehmen	1,50/m <sup>2</sup>
"Wasserbahnhöfe"	0,50/m <sup>2</sup>

7° Die folgende Tabelle wird eingefügt:

<b>Minimale Gebühr</b>	
Minimale Gebühr je Gegenstand	30

### KAPITEL III — Schlussbestimmungen

**Art. 9** - Der Ministerialerlass vom 11. August 1994 zur Aufteilung der öffentlichen Straßen der Wallonischen Region in funktionelle Kategorien, abgeändert durch die Ministerialerlasse vom 24. Juni 1996, 4. Dezember 1994 und 18. Dezember 1998, wird aufgehoben.

**Art. 10** - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tage des Monats, der auf seine Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, mit Ausnahme der Artikel 5 bis 8, die ab dem 1. Januar 2013 anwendbar sind.

**Art. 11** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Straßen gehören und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserstraßen gehören, werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. Januar 2014

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
C. DI ANTONIO

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200957]

**30 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van de artikelen 2, tweede lid, en 3, § 4, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, inzonderheid op de artikelen 2, tweede lid, en 3, § 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 tot uitvoering van artikel 3, § 4, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 augustus 1994 tot indeling van de openbare wegen van het Waalse Gewest in functionele categorieën;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 juli 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 januari 2014;

Gelet op het advies nr. 54.689/4 van de Raad van State, gegeven op 30 december 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Indeling van de wegen*

**Artikel 1.** Categorieën

De openbare wegen van het Waalse Gewest zijn ingedeeld in drie categorieën :

1° de autosnelwegen;

2° de gewestelijke wegen;

3° het « RAVeL » (Autonoom net voor traag verkeer).

**Art. 2.** Snelwegen

De autosnelwegen zijn wegen die uitsluitend voor het verkeer van motorvoertuigen dienen in de zin van de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen.

**Art. 3.** Gewestelijke wegen

De gewestelijke wegen bestaan uit de wegen voor autovoertuigen, de overige snelwegen en de openbare wegen die deel uitmaken van het interstedelijk netwerk.

**Art. 4.** RAVeL

Het autonome net voor traag verkeer (RAVeL) bestaat uit wegen die uitsluitend voor niet-gemotoriseerde gebruikers, met name fietsers, voetgangers en ruiters, bestemd zijn en voldoen aan toereikende voorwaarden inzake breedte, helling en bedekking met het oog op een veilig gebruik door gebruikers met elke capaciteit en met als grondinneming hetzij een dienstweg langs waterwegen of grote hydraulische werken, hetzij een bedding van buiten dienst gestelde spoorweglijnen, hetzij een bestaande of aan te leggen weg. Er wordt verstaan onder :

1° buiten dienst gestelde spoorweglijn : spoorweglijn die geëxploiteerd werd door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen, de « Société régionale wallonne du transport » (Waalse Gewestelijke Vervoermaatschappij) alsook door iedere publiek- of privaatrechtelijk rechtspersoon belast met spoorwegexploitatie, en waarvoor de overheid machtiging of bevel heeft gegeven tot de bestemmingsverandering, de buitendienststelling, het demonteren van de sporen, de afschaffing, de stopzetting van de exploitatie of tot elke handeling waarbij de hoofdbedding uitdrukkelijk of impliciet niet langer wordt bestemd voor het spoorwegverkeer;

2° bedding : ruimte bestemd voor de grondinneming van de buiten dienst gestelde spoorweglijnen, met inbegrip van de sloten, de taluds in ingravingen tot aan hun kruin en in ophoging tot aan hun voet, de desbetreffende kunstwerken alsook alle elementen die bijdragen tot de stabiliteit van het platform, met uitsluiting van de overschotten van de terreinen of gebouwen, de beddingen van de oude secundaire spoorwegen gelegen in stations, stapelplaatsen, opslagplaatsen en andere zijruimten;

3° platform : horizontaal gedeelte van de hoofdbedding beperkt tot een kruin van grondaanvulling of een ingravingsvoet of dat zich, in geval van aangrenzende secundaire beddingen, over een breedte van 5 m uitstrekt aan weerskanten van de centrale as van het platform. In het « RAVeL », dat een net van gewestelijk belang is, worden alleen de wegen opgenomen die aangewezen worden door de Minister die bevoegd is voor de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein.

De Minister is bevoegd om normen aan te nemen inzake inrichting en politie- en veiligheidssignalisatie, met uitsluiting van de directionele signalisatie.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 tot uitvoering van artikel 3, § 4, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein*

**Art. 5.** In artikel 4, § 5, van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2012 tot uitvoering van artikel 3, § 4, van het decreet van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

« Er wordt een vrijstelling van dossierrechten verleend :

1° in de gevallen bedoeld in artikel 5, § 1, 1°, 3°, 4°, 5°, 6°;

2° aan de dienstverstrekkers die voor rekening van het Waalse Gewest werken;

3° voor droogdokken ».

**Art. 6.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « de bezettingen verleend » vervangen door de woorden « de vergunningen verleend »;

2° in paragraaf 1, 1°, worden de woorden « een tijdelijke bezetting » vervangen door de woorden « een tijdelijke of minieme bezetting »;

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

« 6° voor het verkeer van ingesloten privé omwonenden op de dienstwegen, met inbegrip van de schippers en hun bezoekers »;

4° in paragraaf 3, derde lid, wordt « 2004 » vervangen door « 2012 - basis 2004 »;

3° er wordt een paragraaf 5 toegevoegd, luidend als volgt : « in tegenstelling tot paragraaf 1, 1°, hierboven, worden de bezettingen van droogdokken, die voor een termijn van minder dan 3 maanden toegestaan worden, onderworpen aan de betaling van een heffing, overeenkomstig het tarief vermeld in bijlage ».

**Art. 7.** In artikel 6, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in het eerste lid worden de woorden « Er wordt een borgtocht gesteld » vervangen door de woorden « Er kan een borgtocht geëist worden »;

2° in het tweede lid worden de woorden « artikel 3 » vervangen door de woorden « artikel 2 ».

In artikel 6, § 6, derde lid, wordt « 2004 » vervangen door « 2012 - basis 2004 ».

**Art. 8.** In hetzelfde besluit wordt de bijlage met het opschrift « Heffingstarief bedoeld in artikel 5 » vervangen als volgt :

1° afdeling 1 - Gewestelijk openbaar wegendomein - wordt opgeheven;

2° het opschrift van de tweede afdeling wordt geschrapt;

3° de tabel « Diverse bezettingen » wordt vervangen door onderstaande tabel :

Terreinbezettingen	
Landbouw of bosbouw : weiden, grasland, bos, enz.	Kadastraal inkomen vermenigvuldigd met de pachtcoëfficiënt
Reclamebord :	
- gelijk aan 15 m <sup>2</sup> of minder	1 000/aanplakzijde
- per bijkomende m <sup>2</sup>	100/aanplakzijde
Siertuinen :	
- oppervlakte van 300 m <sup>2</sup> of minder	0,50/m <sup>2</sup>
- oppervlakte van meer dan 300 m <sup>2</sup>	150 voor de eerste 300 m <sup>2</sup> + 0,33/m <sup>2</sup> daarboven
Recreatie-/sport-/watersportactiviteiten	0,50/m <sup>2</sup>
Handelsactiviteiten HORECA	10/m <sup>2</sup>
Handelsactiviteiten buiten HORECA	
- oppervlakte van 20 m <sup>2</sup> of minder	20/m <sup>2</sup>
oppervlakte van 20 m <sup>2</sup> en minder of gelijk aan 200 m <sup>2</sup>	400 voor de eerste 20 m <sup>2</sup> + 5/m <sup>2</sup> daarboven
- oppervlakte van meer dan 200 m <sup>2</sup>	1300 voor de eerste 200 m <sup>2</sup> + 0,33/m <sup>2</sup> daarboven
Aanwijzingsbord naar de instellingen van privaat nut :	62/reclamebord
Parkeerplaatsen	1,25/m <sup>2</sup>
Andere :	0,50/m <sup>2</sup>

4° in de tabel « Diverse installaties : pontons, aanlegsteigers, laadplaatsen, visvloeren, brug, loopbruggen, trappen, laad- losapparatuur, spoorwegen, bezetting van kademuur, "Ducs d'Albe" wordt de lijn « Laadplaatsen, aanlegsteigers, trappen, enz. van meer dan 2 m<sup>2</sup> » vervangen als volgt :

Laadplaatsen, aanlegsteigers, trappen, enz. van meer dan 2 m <sup>2</sup>	
- gebruik voor privé- en handelsdoeleinden	15/m <sup>2</sup>
- watersportclubs	0,50/m <sup>2</sup>
- andere	0,50/m <sup>2</sup>

5° in de tabel « Wateropnemingen » wordt de lijn « met een minimum van : » vervangen als volgt :

Behalve voor de eerste 20 000 000 m <sup>3</sup> , waarvoor de heffing vastgelegd wordt op :	
- schijf tot 99 999 m <sup>3</sup>	0,00
- schijf tussen 100 000 m <sup>3</sup> en 999 999 m <sup>3</sup>	0,063/m <sup>3</sup>
- schijf tussen 1 000 000 m <sup>3</sup> en 19 999 999 m <sup>3</sup>	0,037/m <sup>3</sup>

6° De tabel « Bezettingen van de wateroppervlakte » wordt vervangen door onderstaande tabel :

<b>Bezettingen van de wateroppervlakte</b>	
Schepen buiten de koopvaardij - in uitgerust gebied	2/m <sup>2</sup>
Schepen buiten de koopvaardij - in niet-uitgerust gebied	1,20/m <sup>2</sup>
Koopvaardijsschepen - in uitgerust gebied	10/m <sup>2</sup>
Koopvaardijsschepen - in niet-uitgerust gebied	8/m <sup>2</sup>
Ondernemersschepen en momenteel zonder gebruik	1,50/m <sup>2</sup>
Waterstations	0,50/m <sup>2</sup>

7° Onderstaande tabel wordt ingevoegd :

<b>Minimale heffing</b>	
Minimumheffingen per voorwerp	30

#### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

**Art. 9.** Het ministerieel besluit van 11 augustus 1994 tot indeling van de openbare wegen van het Waalse Gewest in functionele categorieën, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 24 juni 1996, 4 december 1997 en 18 december 1998, wordt opgeheven.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, met uitzondering van de artikelen 5 tot 8 die van toepassing zijn vanaf 1 januari 2013.

**Art. 11.** De Minister die bevoegd is voor de Wegen en de Minister die bevoegd is voor de Waterwegen zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 januari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
C. DI ANTONIO

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200958]

#### 30 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la composition des Commissions des fermages

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 4 novembre 1969 modifiant la législation sur le bail à ferme et sur le droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux, notamment l'article 3, remplacé par la loi du 4 novembre 1969 limitant les fermages;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, V, remplacé par la loi spéciale du 13 juillet 2001;

Vu l'arrêté royal du 11 septembre 1989 relatif aux Commissions des fermages, modifié par les arrêtés royaux des 24 novembre 1989, 29 septembre 1992, 24 octobre 1995 et 20 janvier 1998;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche, l'article 44bis inséré par l'accord de coopération du 27 octobre 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 novembre 2013;

Considérant que les coefficients de fermages doivent être fixés pour une nouvelle période de trois ans;

Considérant que les Commissions des fermages doivent être renouvelées;

Considérant la liste de candidats propriétaires fonciers présentée par la Fédération royale des Notaires de Belgique;

Considérant la liste de candidats preneurs présentée par la Chambre d'Agriculture de la province de Namur;

Considérant la liste de candidats preneurs présentée par la Chambre d'Agriculture de la province du Brabant-wallon;

Considérant la liste de candidats preneurs présentée par la Chambre d'Agriculture de la province de Hainaut;

Considérant la liste de candidats preneurs présentée par la Chambre d'Agriculture de la province de Luxembourg;

Considérant la liste de candidats preneurs présentée par la Chambre d'Agriculture de la province de Liège;

Considérant que le président et le président suppléant des Commissions des fermages ont été choisis parmi les fonctionnaires de rang A4 de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

Considérant que le rang A4 retenu pour la désignation du président et du président suppléant des Commissions des fermages correspond, *mutatis mutandis*, au rang 13 en vigueur pour les fonctionnaires de l'Etat fédéral;